

Midi de l'IRIB

La Smart City à Bruxelles : quand «intelligence» rime avec vidéosurveillance

Nicolas Bocquet

bocquetnicolas@pm.me



UCLouvain



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Article publié par


BRUSSELS STUDIES

6 octobre 2021

Plan

1. Méthodologie
2. Qu'est-ce qu'une Smart City ?
3. Appropriation par la RBC
 - 3.1 Objectifs et choix de politiques publiques
 - 3.2 Premiers constats
4. Mobilité vs sécurité
5. Centralisation vidéosurveillance régionale
6. Conclusion

1. Méthodologie

***Process tracing* et triangulation des sources** [Beach & Pedersen, 2019]

Analyse documentaire

- Documents officiels
- Analyse qualitative de la presse
- Objectifs :
 - 1) Identification acteurs impliqués
 - 2) Identification principales étapes processus politique

Entretiens semi-directifs avec parties prenantes

- Compléter, affiner et vérifier analyse documentaire
- Identification mécanismes causaux

2. Qu'est-ce qu'une Smart City ?

- Contexte concurrence mondiale entre villes
- À la mode dans discours des villes
- En opposition à villes ... bêtes ?
- Littérature scientifique :
 - **Aucune définition unanimement reconnue** [Cavada *et al.*, 2014 ; Albino *et al.*, 2015] → utilisation TIC pour améliorer politiques publiques ?
 - Concept « fourre-tout » → succès
- Chaque ville peut se l'approprier et y insérer ce qu'elle souhaite

3. Appropriation par la RBC

Problème initial (2014)

- Frustration classements → « certaines politiques régionales déjà ‘intelligentes’ »
- Pistes explicatives : problème communication + manque de vision

Solution (CIRB)

- Livre blanc 2014 : faire RBC « Région connectée, durable, ouverte et sécurisante »
- Volonté décroisonner action publique (collaborer)

Politique (accord majorité 2014-2019)

- « Faire de Bruxelles une Smart City, une capitale du numérique »
- Mettre en place plateforme favorisant partenariats entre acteurs
- Demande au CIRB « une stratégie coordonnée commune d'intégration des nouvelles technologies dans tous les champs de la vie collective »

3.1 Objectifs, indicateurs et politiques publiques

4 objectifs	7 indicateurs	État des indicateurs (%)						Politiques publiques, objectifs et dates butoirs
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	
1) Connectivité	Connexion large bande	14	49	63	75	85	94	Connecter les 388 écoles primaires en large bande (16 à 30 Mbps) d'ici 2018
								Connecter 140 des 165 écoles secondaires et 425 des 850 mandants IRISnet en très large bande (30 Mbps +) d'ici 2018
	Wifi régional gratuit	60	65	124	152	308	340	Étendre le wifi à 8 stations de métro et à une bibliothèque par commune d'ici 2019
2) Durabilité	Admin. sans papier	41	44	72	88	-	96	Économiser 20,6 millions de feuilles par an au sein des administrations grâce aux plateformes informatiques d'ici 2018
	Économie déplacements motorisés admin.	45	57	72	83	93	99	Économiser 105 000 km de déplacements motorisés des administrations/vers les administrations par an grâce aux plateformes informatiques d'ici 2018
3) Ouverture	Open Data	50	63	88	116	123	264	Avoir 8 organismes qui diffusent des données sous licence open d'ici 2018 (3 en 2013)
								Dépasser 12 000 téléchargements de la cartographie UrbIS (licence open) d'ici 2018 (7600 en 2013)
	Apps et initiatives mobiles	17	33	33	42	67	100	Lancer 18 applications / nouvelles versions / initiatives (événements, conférences, ateliers) d'ici 2018 (2 en 2013)
4) Sécurité	Mutualisation vidéo-surveillance	0	0	10	54	58	65	Intégrer 2 865 caméras à une plateforme régionale mutualisée avec stockage des données sur le Data Center régional
								Nombre d'autorités/organismes utilisant ces services mutualisés (pas d'objectif clairement donné)

3.2 Premiers constats

- Taillé par et pour CIRB
- Pas particulièrement novateur ; politiques publiques déjà mises en œuvre
→ nouveau label
- Certains objectifs = peu ambitieux
- Échec décroisement action publique
- Exception : centralisation vidéosurveillance régionale
 - Unique politique inédite à l'échelle de la RBC
 - Unique politique transversale
 - Nécessite infrastructure lourde et coûteuse
→ Principal chantier Smart City bruxelloise

Gare d'Etterbeek en 2040



Source : CIRB, 2015. Envie d'imaginer le Bruxelles numérique de demain ? In : event.smartcity.brussels [en ligne]. 2015. [Consulté le 2/06/2020]. Disponible à l'adresse : <https://event.smartcity.brussels/event2016/?page=home>

4. Mobilité vs sécurité

Mobilité

- LA priorité des projets Smart City selon UE
- Problème récurrent de congestion en RBC ...
- ... mais **aucune politique transversale de mobilité dans le cadre de la Smart City bruxelloise** et ce, malgré la volonté affichée initialement par le CIRB et les autorités
- Pourquoi ?

4. Mobilité vs sécurité

- Secteur fragmenté institutionnellement (= vidéosurveillance)
- Administrations pas demandeuses de collaborer avec CIRB
- Tutelle CIRB relativement *faible* politiquement (2014-2019)
- Ministre Mobilité ne veut pas diluer davantage ses compétences
- Enjeu conflictuel et positionnel (compétition électorale) pour partis coalition gauche-centre-droite
- Autre tentative collaboration (*Bruxelles Smart Mobility*) → échec (blocage Exécutif)

4. Mobilité vs sécurité

Organisation politico-institutionnelle bruxelloise

- Principale limite à transversalité des politiques publiques
- BE = décideur·euse·s privilégient davantage '*office seeking*' que '*policy pursuit*' [Franklin, Mackie, 1983 ; Budge, Laver, 1986 : 502]
- Origine fonctionnement en silo des institutions bruxelloises

3 particularités (liste non-exhaustive)

- Partitocratie
- Composition Exécutif (système consensuel)
- Répartition des portefeuilles ministériels (système consensuel)

5. Centralisation vidéosurveillance régionale

Origine

- Nombreuses caméras 'publiques' (2016 $\pm$ 8 000 / STIB 15 000 en 2025)
- Déploiement quantitatif et qualitatif (qualité images, logiciels analytiques, reconnaissance faciale, etc.) toujours plus important
- Étalement institutionnel = problème coordination pour police
- Avril 2012 : agression mortelle superviseur STIB
 - Généralisation vidéosurveillance véhicules STIB + stations
 - Promesse autorités fédérales → modification loi caméras août 2012, mais ... arrêté Royal ne voit jamais le jour → blocage au niveau fédéral
 - Opportunité pour CIRB de proposer ceci à l'échelle de la RBC fin 2012

5. Centralisation vidéosurveillance régionale

- Soutiens des autorités bruxelloises, car :
 - Interventions parlementaires concernant vidéosurveillance
 - Réflexions concernant Centre de crise régional
- Étude de terrain CIRB avril-décembre 2013 (+ visite Paris)
- 4 scénarios de centralisation proposés par CIRB
- Adoption projet par Exécutif mars 2014
- Opposition certaines zones de police

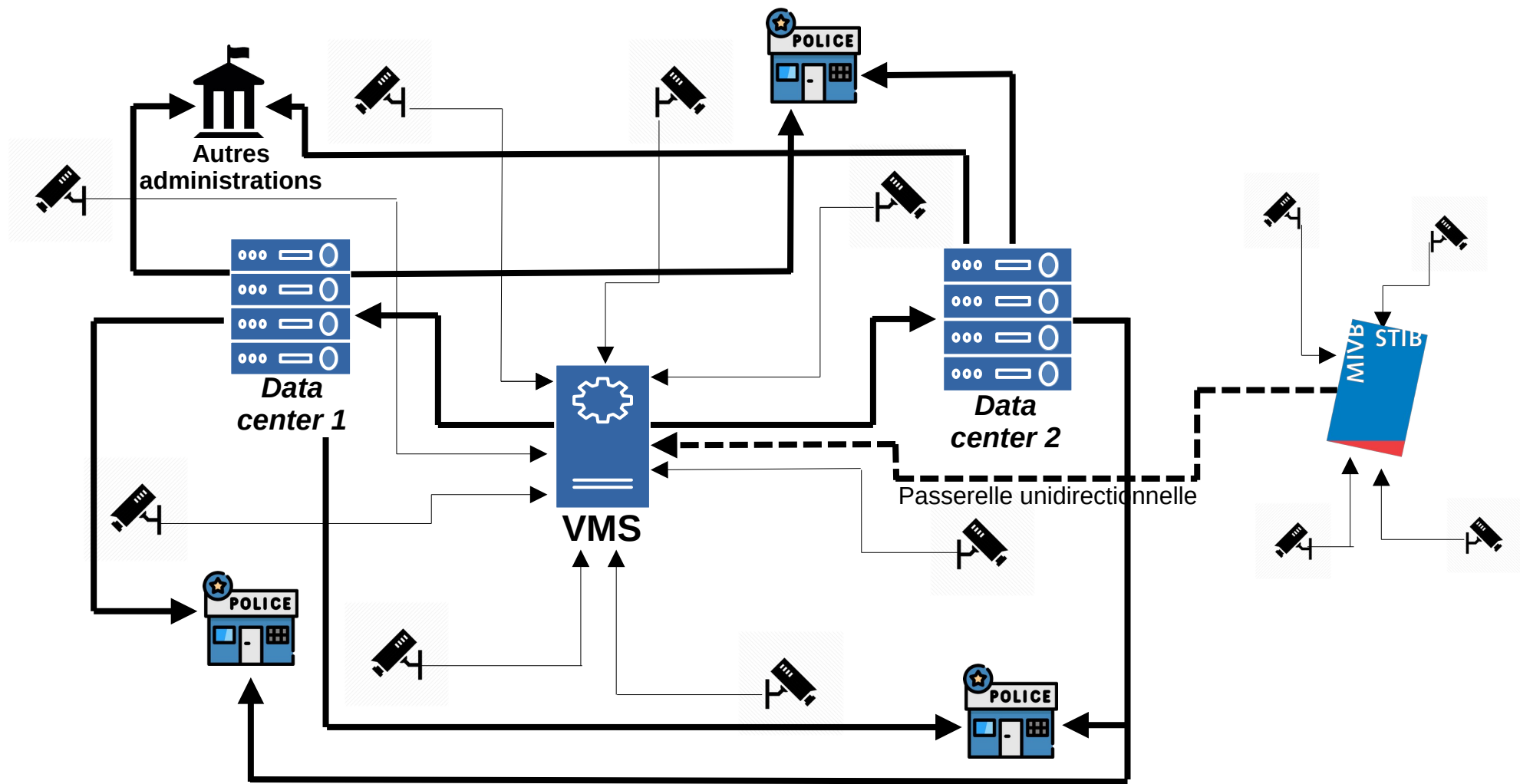
5. Centralisation vidéosurveillance régionale

Fonctionnement

Mise en place d'une **plateforme centralisée des images** :

- Acquisition VMS par CIRB (collecte et gestion images et infrastructure)
- Stockage intégral 30 jours (+ si besoins particuliers) dans deux *data centers*
- Concerne toutes images collectées par caméras publiques (et certaines privées)
- Arrangement particulier pour STIB
- Accès temps réel ou *a posteriori* aux images pour institutions selon leurs missions
- Principaux bénéficiaires : six zones de police
- Tout investissement vidéosurveillance financé à 20 % par CIRB

Centralisation de la vidéosurveillance



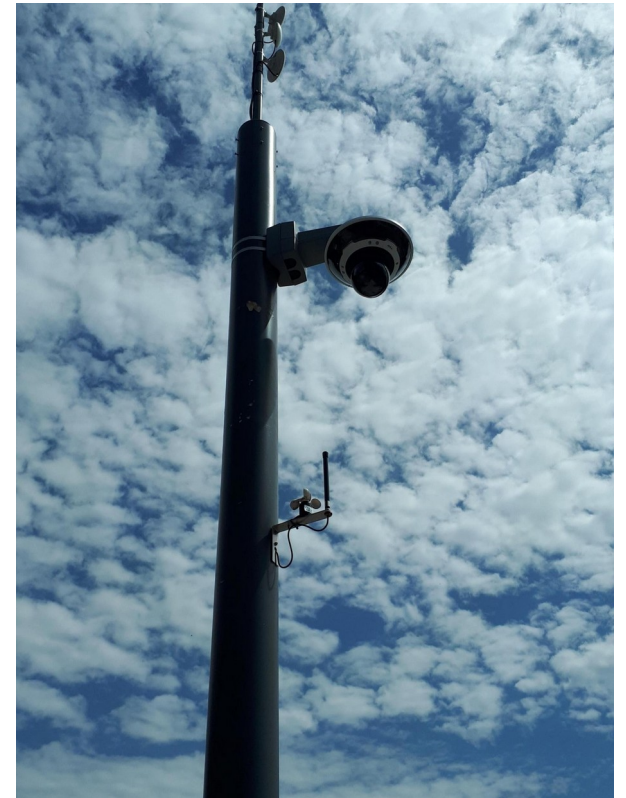
Caméra dôme voie publique



Caméra station STIB



Caméra dôme 360°



Caméra ANPR



5. Centralisation vidéosurveillance régionale

Comment expliquer l'adoption de cette politique transversale malgré l'organisation politico-institutionnelle régionale ?

- Secteur fragmenté institutionnellement mais...
- Fort soutien administrations concernées
- Tutelle politique CIRB plus *forte*
- Soutien décisif Ministre-Président
- Sécurité = secteur consensuel pour partis coalition gauche-centre-droite
- Enjeu sécuritaire très présent (attentats → budget +, 'homme chapeau')

6. Conclusion

- RBC s'approprie concept Smart City dès 2014 sur initiative CIRB
 - Opportunité de réunir certaines de ses politiques – déjà mises en œuvre – sous nouveau label
 - Échec décloisonnement action publique avec TIC (un des objectifs initiaux)
 - Organisation politico-institutionnelle RBC = véritable frein transversalité
 - Décideur·euse·s incité·es à privilégier propres intérêts logique électoraliste, aux dépens objectifs politiques publiques conformes à idéologie/réalisation politiques transversales
- fonctionnement en silo

6. Conclusion

- Mobilité = exemple caricatural cloisonnement institutionnel
- Centralisation vidéosurveillance régionale = principal chantier Smart City et son unique politique transversale

Volonté de travailler collectivement entre ministères et/ou administrations qui ne dépendent pas de la même tutelle politique dépend de :

- Niveau conflictualité secteurs de politiques publiques pour partis coalition gauche-centre-droite
- Niveau soutien administrations concernées
- Tutelle politique administration dont émane le projet
- Rôle décisif Ministre-Président

6. Conclusion

- Centralisation vidéosurveillance régionale = réponse modèle à fragmentation compétences selon autorités
- Investissement dans TIC pour stimuler croissance économique = autre terrain d'entente pour autorités
- Smart City RBC = surtout surveiller davantage quantitativement et qualitativement
- Multiplicité usages pouvant être faits des caméras (police, BPS, LEZ, verbalisation des véhicules, dépôts immondiés, etc.)
- Pas de transparence concernant usages, coût (achat, installation et maintenance) et emplacements caméras
- Volonté centraliser désormais aussi les caméras privées
- Peu de garanties vie privée

Cartographie des dispositifs de vidéosurveillance



Source : carto.technopolice.be

Merci beaucoup pour votre écoute !